

DOSSIER DE PRESSE

Séance plénière du lundi 22 novembre 2021

Débat d'orientation budgétaire 2022



Sommaire

Ce lundi 22 novembre 2021, les élus départementaux se sont réunis en séance plénière pour débattre des orientations budgétaires pour 2022. Cette séance plénière a été suivie d'une commission permanente comprenant 272 délibérations pour un montant de 95,3 millions d'euros.

► Débat sur les orientations budgétaires pour 2022	3
► Fonds de concours pour le développement des lignes ferroviaires locales	4
► Contractualisation avec l'Etat pour la prévention et protection de l'enfance	5
► Création d'un collège de déontologie	6
► La Gironde dans le Pass culture / Gironde, Terre de jeux 2024	7

Orientations budgétaires pour 2022-2024 : priorité à l'investissement

1,96 milliard

BUDGET 2021 DE LA GIRONDE

19 300

NOUVEAUX HABITANTS PAR
AN DEPUIS 2013 (A'URBA)

Ce débat d'orientations budgétaires, le premier du mandat, s'inscrit dans la lignée de la politique menée lors de la précédente mandature dans un contexte affecté par les conséquences sociales et économiques de la pandémie.

Vers un budget environnemental et sociétal

Le débat d'orientations a pour objectif de bâtir une trajectoire budgétaire post-crise qui soit également au service de l'environnement.

Ainsi, un effort de budgétisation environnementale et sociétale sera progressivement engagé afin de mieux valoriser l'engagement du Département. Elle permettra de considérer l'impact des politiques publiques départementales à l'aune des objectifs de résilience, de sobriété et du bien-être des Girondins, en particulier des plus fragiles.

Une adaptation budgétaire compliquée par l'absence de levier fiscal

L'élaboration de la programmation budgétaire est devenue beaucoup plus compliquée depuis que les Départements ont perdu tout levier fiscal. La fiscalité indirecte, les dotations et diverses compensations ne sont pas de nature à faciliter une vision prospective efficace et une adaptation aux évolutions.

Or, dans le même temps, le dynamisme démographique exige une adaptation rapide des services publics. Pour exemple, le plan collèges nécessite un montant d'investissement très élevé (670 millions d'euros) pour construire 23 collèges neufs, ce qui aura des répercussions budgétaires jusqu'en 2025, voire au-delà.

Des recettes volatiles

Côté recettes, le dynamisme des droits de mutation liés aux transactions immobilières doit être regardé avec prudence. En effet, ces rentrées financières exceptionnelles ne sont pas stables et doivent donc être destinées à des dépenses exceptionnelles elles aussi, comme le déploiement de la fibre dans tous les foyers girondins.

Ainsi, après avoir reculé de -3,2% en 2020 (soit une baisse plus marquée qu'au niveau national : -0,2%), les DMTD perçus en 2021 devraient présenter une croissance élevée, supérieure à celle prévue pour l'ensemble des départements (+15% à ce stade).

Une gestion saine reconnue par Standard&Poors

L'agence Standard & Poor's a à nouveau salué la gouvernance budgétaire et financière du Département en lui donnant une note AA-perspective stable. Ce résultat permet au Département d'emprunter dans de meilleures conditions, en offrant une réelle autonomie sur les marchés financiers. Avec un recours maîtrisé à l'emprunt, la prospective permet de conserver une capacité de désendettement inférieure au seuil prudentiel de 10 ans

Un effort majeur de la Gironde pour développer le RER girondin

170 millions

D'EUROS POUR LES LIGNES
DU QUOTIDIEN

4800 ha

DE TERRES AGRICOLES,
FORESTIERES ET NATURELLES
IMPACTÉES

14 milliards

COUT PRÉVISIONNEL DU
PROJET

Les mobilités sont une préoccupation constante pour les habitants de la Gironde. Dans ce contexte, les initiatives prises par l'Etat pour relancer des projets conséquents d'infrastructures comme les Grands Projets Sud Ouest (GPSO) interrogent.

GPSO est constitué de 3 parties :

- ▶ les Aménagements Ferroviaires Sud Bordeaux,
- ▶ les Aménagements Ferroviaires Nord Toulouse,
- ▶ et les lignes LGV nouvelles, liant Bordeaux à Toulouse pour l'une, Bordeaux à Dax pour l'autre.

Avec ces 410 kms, ces nouvelles voies impactent 4.800 ha de terres agricoles, forestières, et naturelles dont 8 sites Natura 2000. Les gains de temps affichés sont d'1 heure pour Paris-Toulouse, et de 20 mn pour Bordeaux-Dax.

Le coût global prévisionnel du projet annoncé par l'État s'élève à 14,3 milliards d'€, financés à 40% par l'Etat, 20 % par l'Europe, et le reste à la charge de collectivités locales d'Occitanie et de Nouvelle Aquitaine, sans que Paris et l'Île de France, qui en sont bénéficiaires, ne soient appelés à contribution. L'Etat a demandé à la Gironde de s'engager à hauteur de 281 millions d'euros, par une délibération en urgence avant le 30 Novembre 2021, une société de financement devant être créée d'ici le 31 mars 2022.

Et ce malgré le fait que la Loi n'a donné aucune compétence sur le plan ferroviaire aux Départements.

Pour désenclaver les territoires ruraux, le Département peut toutefois intervenir sur des aménagements ferroviaires, comme il a soutenu la modernisation de la ligne Libourne-Bergerac. C'est pourquoi plutôt que le GPSO, **le Département de la Gironde souhaite que l'effort principal soit porté sur les lignes de proximité et le transport du quotidien.**

Plusieurs lignes méritent d'être à ce titre remises en état, consolidées ou développées : depuis la métropole vers Le Verdon, Blaye, Langon et La Réole. Un projet de RER Girondin, mené avec la métropole de Bordeaux, permettrait de conforter ces lignes, voire d'assurer des dessertes transversales comme Saint-Mariens/Langon et Libourne/Arcachon.

Pour stimuler le démarrage du projet de RER Girondin, favoriser le développement des trains de proximité, assurer des cadencements adaptés, et garantir des conditions de confort satisfaisantes pour les usagers, **le Département de la Gironde propose donc le versement d'un fonds de concours à Bordeaux Métropole plutôt qu'un financement fléché vers des Lignes à Grande Vitesse, dont le financement devrait relever exclusivement de l'Etat et de l'Europe** en raison de leur portée nationale et européenne.

Le principe d'un fonds de concours sera confirmé lorsque les choix ferroviaires garantiront la réalisation du RER girondin. Le Département participera aux instances de gouvernance de l'ensemble des projets ferroviaires qui seraient portés sur le territoire pour s'assurer des conditions de réalisation et de renfort effectif des fréquences de transport.

Prévention et protection de l'enfance, le Département contractualise avec L'Etat

Le Département de la Gironde signe avec l'Etat un contrat d'engagement réciproque sur 2 ans, en étroite collaboration avec les services départementaux de l'Etat et l'Agence régionale de santé.

Des objectifs fondamentaux pour l'égalité des chances dès le plus jeune âge

Le socle de cette contractualisation, qui s'inscrit dans la Stratégie nationale de prévention et de protection de l'enfance et de lutte contre la violence faites aux enfants, est basé sur des objectifs fondamentaux (prévention en santé, repérage de fragilité, signalements, protection, parcours de vie...) pour agir le plus précocement possible et répondre aux besoins des enfants et de leurs familles.

Parmi ces objectifs qui touchent directement les missions de protection maternelle et infantile et d'aide sociale à l'enfance :

- ▶ prendre en charge les femmes enceintes en situation de grande vulnérabilité, des entretiens prénataux précoces, des bilans de santé en école maternelle, réalisés par la Protection Maternelle et Infantile (PMI)
- ▶ contrôler les lieux d'accueil en protection de l'enfance
- ▶ créer des dispositifs adaptés pour l'accompagnement des enfants protégés en situation de handicap
- ▶ donner la parole aux enfants confiés via le Conseil des jeunes de la protection de l'enfance

Des moyens seront également alloués à la cellule chargée de recueillir les informations préoccupantes des enfants en danger ou en risque de danger (via la plateforme nationale du 119 par exemple) pour renforcer son système de transmission des signalements.

Le Département a choisi de s'engager sur des objectifs supplémentaires facultatifs, pour intensifier son travail sur la diversification du soutien à domicile pour les familles en difficultés parentales mais aussi sur l'accueil des fratries, pour que les enfants confiés au Département ne soient pas séparés lors de leur placement.

1,5 million

D'EUROS EN 2021 SUR CE
CONTRAT D'ENGAGEMENT

6700

BILANS DE SANTÉ RÉALISÉS
PAR LA PMI EN ÉCOLE
MATERNELLE

12 000

ENFANTS ACCOMPAGNÉS
PAR L'AIDE SOCIALE À
L'ENFANCE

Création d'un collège de déontologie

Lors de sa séance plénière du 15 juillet dernier, l'assemblée départementale s'est engagée à la création d'un collège de déontologie des élu.e.s.

Ses missions :

- ▶ sécuriser les élu.e.s dans l'exercice de leurs fonctions,
- ▶ identifier et répondre à leurs questions de déontologie,
- ▶ garantir une gestion saine des deniers publics
- ▶ conforter la confiance des citoyens à l'égard des institutions.

Anne Guérin, conseillère d'Etat honoraire, ancienne présidente de la Cour administrative d'appel de Bordeaux a été choisie pour présider ce collège. Elle a consulté les différents ordres judiciaires pour proposer la composition suivante :

- ▶ Robert CHELLE, en qualité de magistrat judiciaire honoraire
- ▶ Alain RIEUF, en qualité de magistrat financier honoraire,
- ▶ Bernard CHEMIN, en qualité de magistrat administratif honoraire,
- ▶ Aude ROUYÈRE, en qualité de professeur de droit public.

La création d'un poste de juriste sera soumise lors d'un prochain vote, pour assurer la mise en forme juridique et s'assurer de la complétude des dossiers.

Le Département de la Gironde rejoint l'application 'pass Culture'

Les jeunes Girondines et Girondins pourront désormais consulter toutes les offres culturelles, gratuites ou payantes, proposées par le Département et ses partenaires sur l'application 'pass Culture' mise en place par le ministère de la Culture. Elle permet aux jeunes de 18 ans de bénéficier de 300€ pendant 24 mois. Grâce à cette plateforme numérique géolocalisée, les jeunes ont accès à une liste de propositions culturelles à proximité (visites, concerts, musées, expositions, festivals, rencontres avec des artistes, conférences etc.) et ont la possibilité de réserver en ligne, selon leurs envies. L'entrée du Département dans ce dispositif contribue à faire découvrir au jeune public girondin la richesse du tissu culturel du territoire.

La Gironde « Terre de Jeux 2024 »

Le Département de la Gironde soutient fortement le mouvement sportif, les équipements et les événements sportifs. Il est également partenaire des athlètes girondins paralympiques depuis 2016. C'est pourquoi il a décidé de s'engager plus fortement encore pour les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 qui se dérouleront en France.

Ces Jeux seront un levier de valorisation et de développement du sport à travers la France, autour de trois objectifs : faire vivre les émotions des Jeux au plus grand nombre, changer le quotidien des français en renforçant le mouvement sportif, et permettre à tous de vivre l'aventure olympique et paralympique.

Le Comité d'organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques Paris 2024 va donc labelliser la Gironde « Terre de Jeux 2024 » afin d'acter les ambitions qui unissent les territoires et Paris 2024. Avec cette labellisation, le Département s'engage à promouvoir les Jeux Olympiques et Paralympiques, le projet Paris 2024 et le programme des volontaires de Paris 2024, à contribuer à la promotion de la Journée Olympique, à soutenir l'éducation par le sport, à veiller au renforcement de l'approche durable dans l'organisation et l'animation d'événements sportifs, mais aussi à faire grandir la communauté Paris 2024, à partager avec Paris 2024 la vie sportive du territoire.

Contacts presse

Typhaine CORNACCHIARI :
05 56 99 65 26 - 06 18 18 22 44
typhaine.cornacchiari@gironde.fr

Site : Gironde.fr

Facebook : Département de la Gironde

Twitter : @gironde